



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Scandale Volkswagen : LA TRICHE AU CŒUR DU CAPITALISME !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

1^{ER} OCTOBRE 2015

Volkswagen a donc reconnu avoir équipé ses modèles diesels des années 2009 à 2015 d'un logiciel permettant de contourner les tests anti-pollution. Une triche sur 11 millions de véhicules dans le monde lui a permis de cacher des émissions polluantes jusqu'à 40 fois supérieures aux normes autorisées, lors de tests d'homologation.

Une triche qui prouve qu'il n'y a pas un « bon » capitalisme industriel face à la « méchante » spéculation financière.

Ils exploitent, ils empoisonnent, ils trichent ... mais ils profitent

Devant le scandale, le PDG de Volkswagen a dû démissionner. Mais à la différence des travailleurs licenciés pour « faute », il ne va pas se retrouver sur la paille. Après avoir touché pendant des années un salaire annuel de 15 millions d'euros, il obtiendrait plus de 28 millions d'euros de pension.

Avec les indemnités de départ, le montant de son pactole pourrait s'élever à près de 60 millions d'euros... ce qui équivaut à 8 000 fois le salaire annuel d'un ouvrier du secteur.

Tricher peut rapporter gros... à condition d'être le patron d'une des plus grandes multinationales d'Europe, lesquelles se moquent autant de l'environnement et de la santé publique que de leurs salariés. Le comble serait que ce soit les salariés de l'automobile qui paient la note des 16 milliards d'euros d'amende que les Etats-Unis vont réclamer au groupe ! Aucun travailleur de l'automobile ne doit être licencié, ni en Allemagne, ni ailleurs !

Et ce n'est pas seulement Volkswagen !

Mais le scandale Volkswagen n'est que la partie émergée de l'iceberg. On vient d'apprendre que seul un véhicule sur dix respecte les normes anti-pollution. Et un responsable de transport et Environnement, à l'origine de la révélation de la triche a déclaré : « Il est fort probable que d'autres constructeurs aient recours à des logiciels destinés à optimiser les tests en laboratoire, en particulier ceux qui utilisent des moteurs diesel ».

Depuis, les patrons de l'automobile français comme les investisseurs, redoutent l'extension de l'affaire à l'ensemble des constructeurs européens. La ministre de l'environnement, Ségolène Royal, a annoncé qu'une batterie de tests aléatoires et indépendants allait être mise en place en France avec la bénédiction du Comité des Constructeurs Français d'Automobiles (CCFA). Mais on peut largement douter de « l'indépendance » de ces tests, quand on voit le zèle avec lequel le gouvernement français a immédiatement défendu Peugeot et Renault !

C'est tout leur système qui est pourri

Mais pour un scandale qui révèle la corruption d'un grand groupe capitaliste, combien d'autres nous restent inconnus ? Aujourd'hui, c'est le premier constructeur automobile mondial qui est pointé du doigt, comme hier un grand groupe du médicament avec le scandale du Mediator, ou encore avant-hier les groupes de l'agro-alimentaire avec le scandale des farines animales et de la « vache folle »,

Une fois de plus, le scandale d'aujourd'hui met en lumière où mène un système fondé sur la concurrence féroce, la propriété privée et la course au profit maximum

pour quelques uns. La levée du secret qui préside à toutes les opérations industrielles et financières devient une exigence élémentaire à conquérir.

Tout le monde sait que le diesel c'est dangereux, comme on le savait pour l'amiante. Et on continue à fabriquer des millions de voitures diesel.

Si on reconvertissait toutes les industries polluantes sous le contrôle de celles et ceux qui travaillent dedans et qui ne l'ont pas choisi, pour fabriquer bien d'autres choses utiles et nécessaires à l'ensemble de la population, on ferait un grand pas pour l'ensemble de l'humanité. Bien sûr, il faudra s'en prendre aux profits et à la propriété de quelques uns. Mais c'est comme ça qu'on pourrait en finir avec le scandale du capitalisme !



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



A NOGENT, LES EX-VALEO EXPOSE A L'AMIANTE NE LACHERONT PAS !

Mardi dernier le conseil de prud'hommes de Rambouillet délibérait sur les 285 dossiers d'anciens salariés de l'usine Valeo de Nogent-le-Rotrou exposés à l'amiante entre 1965 et 1992. 200 des 285 anciens ont fait le déplacement. A ce jour, près de 300 salariés, sur les 750 dossiers en procédure ont déjà été dédommagés. En effet, le même conseil des prud'hommes a déjà condamné la société Valeo à verser une indemnisation de 10.000 euros à chacun d'entre eux, au titre du préjudice d'anxiété (la crainte de développer une maladie liée à l'amiante).

Ils nous ont bouffé la santé, ils doivent payer !

RÉFÉRENDUM ...ACCORD DÉNONCÉS ... QUE D'ENFUMAGE ...

Mahle-Beher, fabricant de climatiseurs pour l'automobile, a décidé de rompre un "Accord de maintien dans l'emploi" conclu en juillet 2013 dans l'usine de Rouffach dans le Haut-Rhin. Il avait alors été signé par tous les syndicats de l'usine, CFTC, CFDT, UNSA, CGT, CFE-CGC, suite à un référendum organisé par la direction.

Les salariés avaient alors du accepter un gel des salaires pendant deux ans et une diminution de cinq jours de RTT pour diminuer les coûts de production. Cela n'a pas empêché les effectifs du site de diminuer d'une centaine de personnes, 160 partis pour seulement 57 embauches. L'usine emploie 900 salariés. Mercedes a rompu ses contrats d'achat de pièces avec l'usine. Dès le mois de juillet, la direction allemande du groupe avait menacé de nouvelles mesures contre l'emploi, donnant le chiffre de 300 personnes en sureffectif.

Une leçon pour ce qui se passe aujourd'hui chez Smart de Hambach. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient !

REFUGIES : LE BAL DES HYPOCRITES

Pris d'une soudaine compassion pour les millions de chômeurs et de pauvres d'ici, politiciens et medias nous rabâchent en boucle à propos des réfugiés qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde. Pauvres et chômeurs habituellement traités de « fraudeurs » ou d'« assistés » seraient aujourd'hui dignes d'intérêt !

Toujours la même méthode : monter les uns contre les autres salariés et chômeurs, pauvres et d'ici et déshérités d'ailleurs. Tant que les exploités se déchirent entre eux, tout baigne pour les profits des actionnaires. Ceux qui se crèvent au boulot ou ceux qui crèvent d'en être privés, pauvres d'ici ou d'ailleurs, ne nous laissons pas diviser par notre ennemi commun ! C'est seulement ensemble que nous pouvons envisager d'attaquer le mal à la racine : ce capitalisme, qui produit par delà les frontières : exploitation, chômage, misère et guerres.

SANS-LOGIS, MAL LOGES, REFUGIES ... IL Y A DE LA PLACE POUR TOUT LE MONDE, A CONDITION D'EN PRENDRE LES MOYENS

Pour l'Insee et la Fondation de l'Abbé Pierre, il y a en France 2.600.000 logements vacants. Et pourtant, 1.800.000 ménages sont en attente d'un logement social.

Depuis des années des associations d'aide aux sans-logis (comme le DAL « Droit au Logement ») réclament en vain de l'Etat l'application du principe de « réquisition » pour mettre ces logements vacants au service des mal-logés. Parce que le droit au logement doit l'emporter sur le droit de propriété.

Par ailleurs, on sait par le livre « A qui appartient la France ? » de deux journalistes (D.Boulard et F.Piliu) que 11 millions de m2 du parc immobilier de l'Etat lui-même (bureaux, logements de fonction, casernes) sont vacants : de quoi loger des dizaines de milliers de foyers. La vérité, c'est qu'en France, il y a la possibilité de loger les sans-logis d'ici ET les réfugiés venus d'ailleurs. C'est une question de volonté politique.

JEUDI 8 OCTOBRE EN GRÈVE ET DANS LA RUE POUR NOS DROITS

Presque chaque jour, un représentant des patrons, un homme politique de droite ou de « gauche », mais le plus souvent, un ministre et surtout, le plus nuisible d'entre eux, l'ex-banquier Macron, promettent de s'attaquer toujours plus au monde du travail.

Ils veulent nous faire travailler plus longtemps en cassant les 35 heures et en repoussant encore l'âge de la retraite. Ils veulent casser le statut de la fonction publique, jugé trop protecteur à l'égard des fonctionnaires et ralentissant la privatisation des services publics. Contre le Code du travail, ils proposent de soumettre les droits des salariés au chantage à l'emploi, à la fermeture de sites, au rapport de force entreprise par entreprise.

Mais pour combattre efficacement cette politique, il faut en finir avec les journées d'action séparées par profession, par syndicat. Il faut en finir avec l'escroquerie du « dialogue social » qui ne donne la parole qu'au patronat. Pour cela, il faut tout faire pour que la journée du 8 octobre, à l'initiative de la CGT, Solidaires et de la FSU permette aux luttes de franchir un pas. Faire en sorte qu'elle donne envie de continuer.

UNE FISCALITE POUR LES RICHES

Certains d'entre nous ont reçu un courrier personnalisé où le gouvernement se vante de la baisse de l'impôt sur le revenu. Mais cet impôt ne représentait en 2014 que 18 % du total des impôts.

Et au même moment les impôts locaux augmentent dans de nombreuses villes du fait des baisses de dotation de l'État. Sans oublier la hausse de la TVA passée à 20 %... un impôt particulièrement injuste : comme les riches ne dépensent pas tout leur revenu, la TVA ne s'applique qu'à une petite partie de celui-ci, alors que les travailleurs payent plein pot, puisqu'ils dépensent tout ce qu'ils gagnent...

En réalité, les salariés payent toujours plus d'impôts. Seuls les riches et les entreprises peuvent échapper aux impôts directs grâce à une réglementation fiscale faite sur mesure pour eux.

A nous de le contester !

**Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**